

Discriminations LGBT+ 15 mai 2024

Forte hausse des actes anti-LGBT+ en 2023 selon le ministère de l'intérieur

par [LIBERATION](#) et [AFP](#) publié le 16 mai 2024 à 11h31

Après l'association SOS Homophobie, mercredi, c'est au tour du ministère de l'Intérieur de dresser un constat alarmant des atteintes envers les personnes LGBT +. Ces faits ont augmenté de 13 % en 2023 en France par rapport à 2022, avec même un bond de 19 % pour les crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie, selon une étude du service statistique de Beauvau, publiée ce jeudi 16 mai. Des chiffres publiés à la veille de la journée mondiale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie.

Au total, 4 560 infractions contre les lesbiennes, gay, bi et trans ont été enregistrées en France l'an passé : 2 870 crimes ou délits et 1 690 contraventions (qui sont à 94 % liées à des injures). Les crimes et délits (diffamation, agressions, menaces, harcèlement, etc.), déjà en hausse de 13 % en 2022, bondissent de 19 %, tandis que les contraventions, qui avaient baissé de 9 %, progressent cette fois de 4 %. Depuis 2016, ce type d'actes a fortement augmenté : +17 % en moyenne par an pour les crimes et délits et +10 % pour les contraventions.

Si l'étude fait état d'une *«libération de la parole et [de] l'amélioration des conditions d'accueil»* des victimes par la police et la gendarmerie, elle précise que seules 20 % des victimes LGBT + portent plainte en cas de menaces ou violences, et seules 5 % en cas d'injure (selon une enquête réalisée sur la période 2012-2018).

Un tiers (34 %) des crimes et délits anti-LGBT + relevés en 2023 sont des injures ou de la diffamation. Les atteintes aux personnes pèsent, elles, pour 19 % du total, tout comme les menaces (19 %). Le harcèlement (5 %) est plus rare, tout comme les atteintes à caractère sexuel, même si ces dernières progressent (8 % du total, contre 2 % en 2022).

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, les infractions sont davantage commises dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants, notamment à Paris. A 28 %, les crimes et délits anti-LGBT + sont commis dans les rues et voies publiques, à 19 % dans le cadre résidentiel et à 8 % dans un établissement scolaire. Une forte proportion d'hommes dans les victimes et dans les agresseurs. Plus de 70 % des victimes de ces crimes ou délits sont des hommes, et 49 % ont moins de 30 ans, dont 7 % moins de 15 ans. De leur côté, les mis en cause sont principalement des hommes (82 %). Un fait également souligné par SOS Homophobie, qui dénonce en particulier le phénomène croissant [des quets-apens tendus notamment via des applications de rencontre](#). *«On a l'impression que les braises de la LGBTIphobie sont allumées et que le feu est prêt à prendre. 2024 est une année qui nous préoccupe particulièrement»*, soulignait mercredi la présidente de SOS Homophobie, Julia Torlet, en présentant le bilan annuel de l'ONG. *«On risque de se retrouver dans une situation de violences comme celle de 2012-2013»* si *«le gouvernement ne réagit pas»*, a-t-elle alerté, en faisant référence à la période très tendue ayant entouré l'adoption du mariage homosexuel.